

Intervention de Monsieur le Ministre-Président Erwin Teufel
(Bundesrat allemand)
à l'occasion de la session de la Convention
le 25 juin 2002
dans le cadre de l'audition de la société civile -
domaine «Régions et collectivités locales»

Seul le discours prononcé fait foi

Embargo : début du débat

[Mesdames, Messieurs],

L'autonomie administrative des villes et communes n'est ancrée, jusqu'à présent, dans aucun traité européen. Cela doit changer, car les régions et communes sont encore différentes de ce que l'on appelle aujourd'hui la société civile !

Elles ne sont pas une association sociale de citoyens.

Mais elles ne sont pas non plus uniquement des unités administratives des citoyens.

Elles sont les collectivités politiques les plus proches des citoyens. Qu'il s'agisse de la vie pratique mais également de l'identité des citoyens.

Elles constituent les fondements élémentaires de la démocratie en Europe depuis l'Antiquité grecque. Du Moyen Âge jusqu'au temps modernes, l'Europe était une Europe des villes.

Par conséquent, l'Europe de demain doit avoir une structure fédérative et subsidiaire. C'est de bas en haut que doit se faire sa construction, et en dernier lieu sur la base de l'autonomie administrative des communes.

C'est pour cette raison qu'il revient aux collectivités régionales et locales un rôle tout particulier.

J'apporte également mon soutien à la demande de débattre du rôle des régions dans le futur texte constitutionnel européen à l'occasion de la réunion de la Convention à l'automne prochain. Il faudrait également

renforcer le Comité des régions de la manière dont ses représentants l'ont exposé lors de l'audition ce matin. Cette discussion devrait ensuite pouvoir être approfondie dans le cadre d'un groupe de travail.

Permettez-moi de mentionner dès aujourd'hui trois aspects s'y rapportant:

- Il est important qu'un nouveau traité constitutionnel soit encore plus explicite quant à l'idée que le respect de l'identité nationale des Etats membres, idée déjà ancrée dans le paragraphe 3 de l'Article 6 du Traité de l'UE, comprenne également l'organisation nationale des Etats membres. Ceci comprend, selon les Constitutions nationales, l'organisation des régions et l'autonomie administrative des communes.
- Dans la définition du principe de subsidiarité (aujourd'hui dans l'article 5 du Traité de l'UE), il conviendrait d'ajouter une remarque précisant que les possibilités d'action des Etats membres y compris de leurs régions et communes doivent être prises en considération avant l'adoption de règlements européens.
- Dans le cadre de leurs droits et de leurs compétences, les régions possédant un pouvoir législatif - tout comme le Comité des régions - devraient pouvoir jouir d'un droit d'action propre auprès de la Cour de Justice des Communautés européennes.

C'est sur cette base que régions et communes pourront devenir les partenaires actifs de l'Union européenne.